



HAL
open science

L'agence de presse Reuters : l'information comme levier d'influence britannique en Asie du Sud-Est, XIXe – XXe siècles

Cathy Monarque

► To cite this version:

Cathy Monarque. L'agence de presse Reuters : l'information comme levier d'influence britannique en Asie du Sud-Est, XIXe – XXe siècles. *Revue française de civilisation britannique*, 2024, XXIX-1, 10.4000/rfcb.11579 . hal-04541238

HAL Id: hal-04541238

<https://hal.science/hal-04541238v1>

Submitted on 6 Dec 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

L'agence de presse Reuters : l'information comme levier d'influence britannique en Asie du Sud-Est, XIX^e – XX^e siècles

Reuters Press Agency: Information as a Means to Enhance British Influence in South-East Asia, 19th and 20th centuries

Cathy Monarque



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rfcb/11579>

DOI : 10.4000/rfcb.11579

ISSN : 2429-4373

Éditeur

CRECIB - Centre de recherche et d'études en civilisation britannique

Référence électronique

Cathy Monarque, « L'agence de presse Reuters : l'information comme levier d'influence britannique en Asie du Sud-Est, XIX^e – XX^e siècles », *Revue Française de Civilisation Britannique* [En ligne], XXIX-1 | 2024, mis en ligne le 29 mars 2024, consulté le 05 avril 2024. URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/11579> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfcb.11579>

Ce document a été généré automatiquement le 5 avril 2024.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

L'agence de presse Reuters : l'information comme levier d'influence britannique en Asie du Sud-Est, XIX^e – XX^e siècles

Reuters Press Agency: Information as a Means to Enhance British Influence in South-East Asia, 19th and 20th centuries

Cathy Monarque

Introduction

- 1 Puissance moyenne dans le monde contemporain, le Royaume-Uni attache une importance centrale à la poursuite d'une influence et d'un rayonnement sur la scène internationale visant à préserver ses intérêts et maintenir tant son statut que son rôle sur l'échiquier mondial. Le début du XXI^e siècle a été particulièrement marqué par les nouvelles ambitions et orientations en matière de défense, de sécurité et de politique étrangère prises par le Royaume-Uni dans le contexte de sa sortie de l'Union européenne (UE). L'importance stratégique croissante de l'Asie sur la scène internationale justifie l'ambition stratégique de redéploiement des intérêts britanniques vers l'Asie et de revalorisation des liens historiques avec les anciennes colonies britanniques dans la région. Les objectifs britanniques en Asie, qu'ils soient stratégiques, diplomatiques ou économiques, s'accompagnent ainsi d'une ambition d'accroître la coopération scientifique et les échanges culturels avec les pays de la zone. Acteurs des relations culturelles internationales, les agents de presse s'insèrent dans cette stratégie en participant à la circulation des représentations.
- 2 Ce réinvestissement de l'espace sud-est asiatique, qui mobilise la capacité d'influence du Royaume-Uni, n'est pas le seul fait des initiatives gouvernementales mais s'appuie également sur des relais privés, impliquant un rapprochement entre la sphère

diplomatique et la société civile. Pour investir ou réinvestir un espace extranational, les États projettent ainsi leur puissance au moyen d'outils diplomatiques traditionnels et alternatifs¹. Entrée dans une phase nouvelle dans les premières décennies du XXI^e siècle, l'évolution de la relation établie entre la sphère diplomatique et la société civile est le résultat d'un long processus historique prenant racine deux siècles plus tôt. En effet, de nombreux éléments participent à l'évolution de cette relation, à l'image des révolutions successives des télécommunications, des mutations de la culture diplomatique en matière de communication avec le monde extérieur et d'un renforcement des attentes des sociétés à l'égard de la transparence du processus décisionnel. Depuis deux siècles, les révolutions technologiques ont eu d'importantes conséquences, non seulement sur la fonction diplomatique de transmission de l'information et son analyse mais également sur le rapport du diplomate à l'opinion publique. Pour répondre à ces défis, des réflexions sont engagées à la fois sur la transparence et sur le besoin ressenti par les chancelleries de s'adresser aux sociétés pour promouvoir une image positive de leur pays et diffuser leurs valeurs dans un monde de plus en plus concurrentiel, au travers d'une diplomatie culturelle active.

- 3 Située au croisement de politiques publiques en direction de l'étranger et d'actions publiques et privées², la diplomatie culturelle se distingue, après l'impulsion donnée par le décloisonnement des sociétés nationales du XIX^e siècle, par une action au caractère coopératif et davantage préoccupée par la réciprocité des échanges permis dans son cadre³. Outil essentiel pour le succès d'une politique gouvernementale efficace dans le monde⁴, le *soft power* trouve, dans cette perspective, sa place dans les politiques culturelles extérieures mises en œuvre pour permettre aux gouvernements de maintenir un statut de puissance⁵. Dans cette mesure, l'influence culturelle se présente comme un aspect fondamental du *soft power* dans son processus d'affirmation mais également dans sa pratique. En raison de ce rôle essentiel, il peut exercer une influence sur le processus d'élaboration de l'information à différents niveaux, de l'institution médiatique aux pratiques journalistiques⁶. Ainsi, dans la compréhension du *soft power*, deux points centraux se distinguent. Tout d'abord, le pouvoir est une relation qui s'entretient et s'alimente. Ensuite, n'ayant ainsi de sens que dans le cadre d'une relation, le *soft power* dépend de la manière dont il est perçu. Les médias doivent donc composer avec les stratégies de contrôle et d'influence des gouvernements et avec les rivalités de pouvoir sur les questions d'information⁷.
- 4 Définies en 1953 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) comme des structures « qui recueillaient des nouvelles pour les vendre, à l'origine, à des particuliers [et] plus tard [...] à des journaux puis à des organisations de radiodiffusion⁸ », les agences de presse sont nées avec la révolution industrielle du XIX^e siècle. En raison de leur capacité d'influence et de leur positionnement stratégique, elles jouent un rôle international indéniable qui suscite l'intérêt des décideurs politiques et plus généralement des acteurs internationaux⁹. C'est le cas de Reuters, fondée en 1851 à Londres, localisation stratégique qui lui procure de multiples opportunités commerciales et techniques. Rapidement prospère, Reuters suit l'expansion de l'empire britannique où elle exerce une prédominance informationnelle et développe dès la première décennie du XX^e siècle un service informationnel impérial. À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, période caractérisée par l'affaiblissement des agences européennes au profit des structures américaines, Reuters et sa concurrente française Havas investissent à nouveau le marché de l'information dont les règles sont désormais celles de la libre circulation internationale.

En raison du maintien de la prééminence bancaire de Londres et du développement soutenu de l'électronique, de nouvelles perspectives et opportunités s'offrent à l'agence britannique. Quelques années suffisent pour que Reuters informatise l'ensemble de ses services, réorganise ses réseaux de transmission et use de la technologie satellitaire. Ainsi, dans le contexte de la première guerre du Vietnam, un face-à-face d'influences britanniques et françaises est à l'œuvre dans la péninsule indochinoise et s'exporte en partie sur le terrain de l'information.

- 5 À la lumière de ces éléments, le cheminement de cet article porte, d'une part, sur l'entrecroisement des enjeux informationnels et d'influence depuis la période coloniale jusqu'à la Guerre froide, ainsi que sur la place de la culture dans l'exercice de la projection et du rayonnement extérieur. D'autre part, le cas de l'agence de presse britannique Reuters permet de montrer que les agences de presse européennes, qui sont pleinement des acteurs de la vie internationale, doivent composer avec les ambitions politiques et diplomatiques de leurs pays respectifs, mais qu'elles peuvent aussi les influencer.

Projeter son influence : insertion régionale et internationale de l'information agencée¹⁰

- 6 Si la relation entre la diplomatie et l'opinion publique se noue en Europe à la fin du XVIII^e siècle, les révolutions technologiques et techniques, les progrès de l'alphabétisation, ainsi que d'autres facteurs politiques et idéologiques, favorisent et permettent l'essor de nouveaux vecteurs de l'information que sont la presse de masse et le photoreportage. Historiquement, l'actualité entre en résonance avec les manœuvres d'exercice du pouvoir, tant dans le cadre des frontières nationales du Royaume-Uni que dans les ambitions de projection et d'extension du pouvoir britannique à l'étranger. Depuis le milieu du XIX^e siècle, le Royaume-Uni exprime un fort attachement à la tradition de liberté de la presse ; et la professionnalisation progressive du journalisme, ainsi que sa prétention à l'objectivité, ont donné à la presse une plus grande crédibilité.
- 7 Dans les grandes structures informationnelles de dimension nationale, la rubrique internationale prend une part croissante dans les années 1830-1840. Le télégraphe électrique, dont le développement en Grande-Bretagne et aux États-Unis à partir de la fin des années 1830 est permis par la pose de câbles télégraphiques sous-marins, est le premier outil de transmission quasi-instantanée de l'information¹¹. Le développement du marché aux nouvelles est intrinsèquement lié aux progrès techniques, tel qu'en témoigne son histoire. La première, particulièrement significative et inaugurée en 1845, est celle du télégraphe électrique quand le *Morning Chronicle* de Londres reçoit pour la première fois une information de presse par le télégraphe de Samuel Morse¹². Ainsi, dès le XIX^e siècle, la capitale britannique s'affirme comme une place forte de l'information en Europe. En effet, à l'image de leurs activités commerciales déployées très largement en dehors du continent européen, les Britanniques sont attentifs aux opportunités internationales et n'hésitent pas à proposer des services à l'échelle du monde¹³. Par ailleurs, dans un contexte d'évolution technique et technologique, l'apparition des premières agences privées en Europe constituent des vecteurs transnationaux déterminants, en temps de paix comme en temps de guerre.

- 8 L'analyse de l'influence culturelle extérieure du Royaume-Uni au travers du prisme médiatique démontre que les médias tiennent une place prépondérante dans la stratégie diplomatique du pays. Aux initiatives étatiques, la puissance britannique préfère les échanges culturels informels non institutionnalisés¹⁴, permis par des entités privées telles que l'agence de presse Reuters, engagée dans une restructuration stratégique où l'indépendance financière vis-à-vis du gouvernement britannique est un élément central¹⁵. Vecteur d'influence dont la mise en œuvre est facilitée par la promotion de la langue anglaise, le levier informationnel n'est donc pas essentiellement le produit d'ambitions étatiques. En effet, les initiatives privées sont particulièrement actives dans le renforcement d'une influence extraterritoriale opérée par de nombreux relais et des réseaux efficaces, à l'image du réseau informationnel au cœur duquel se trouve l'agence de presse Reuters.
- 9 L'aire géographique couverte par les activités des agences mondiales qui sont créées entre 1835 et 1851 est assez étroite et essentiellement déterminée par des proximités politiques ou des perspectives économiques. C'est dans ce contexte qu'est créée, en 1851, l'agence Reuters. Dès 1852, elle transmet ses dépêches à Paris via le nouveau câble transmanche reliant Douvres à Calais. En 1865, le bureau télégraphique de Reuters, demeuré une entreprise privée, devient une société à responsabilité limitée et entre en Bourse sous le nom de Reuter's Telegram Company. Délaissant l'actualité britannique intérieure, l'agence se concentre sur les nouvelles impériales, coloniales et internationales¹⁶.
- 10 L'agence Reuters se développe alors d'abord dans les colonies britanniques, après avoir signé en 1859 un accord établissant le « cartel des agences de presse » avec ses concurrentes. L'Inde est l'espace le plus rentable de l'empire pour Reuters et lui permet de dépasser les revenus perçus en Europe à l'aube des années 1920¹⁷. L'agence devient à ce titre une « institution » impériale dont l'influence politique est reconnue mais elle n'en revendique pas pour autant de statut officiel. Si l'accord de 1859 est modifié à plusieurs reprises, notamment en raison de l'expansion de la puissance américaine, il permet à l'agence de diffuser des informations dans différentes aires d'influence donnant ainsi au Royaume-Uni la possibilité d'asseoir sa puissance informationnelle dans son empire colonial en y développant des antennes en Australie et en Asie¹⁸. Ainsi, les espaces d'exclusivité de l'agence Reuters sont l'empire britannique, l'Égypte (en association avec Havas), la Turquie et l'Extrême-Orient. Dès le départ, l'Extrême-Orient est une zone réservée à l'agence anglaise qui en tire alors de très importantes ressources, notamment par la vente de son service commercial reconnu tant au Japon qu'en Chine où un service spécial britannique sera ensuite ouvert en 1959. Ainsi, à l'aube du XX^e siècle, les trois principales agences européennes d'information, que sont Reuters, Havas et Wolff – agence de presse allemande dont l'aire d'influence s'étend jusqu'en Russie, en passant par les pays scandinaves et la Turquie¹⁹ – témoignent d'une répartition informationnelle du monde conforme à leurs ambitions impériales. Les territoires réservés à l'agence Reuters étaient alors les plus étendus, et la solidité de son réseau de bureaux et d'agences lui permettait de fournir une masse importante d'information au pool.
- 11 Néanmoins, la signature de l'accord de 1870²⁰, qui entérine un partage territorial plus précis, laisse un goût amer à l'agence britannique qui, en plus d'abandonner la couverture informationnelle de l'Allemagne²¹, ne peut désormais plus se passer des agences Havas et Wolff. En effet, l'agence française Havas maintient une présence

d'envergure internationale, non seulement en Europe de l'Ouest mais également en Amérique du Sud et en Égypte en association avec Reuters. Wolff, quant à elle, est largement ancrée en Europe de l'Est et en Europe centrale²². De fait, dans les dernières décennies du XIX^e siècle, les trois agences mondiales connaissent un essor significatif, développent leurs services d'informations politiques et étendent leurs activités, d'abord en Europe puis dans le reste du monde. En 1869, un câble sous-marin est établi pour relier directement l'Europe et les Indes, et est utilisé par Reuters pour la distribution d'informations en Extrême-Orient (ce qui renforce la position de l'agence dans cet espace), ce qui conduit Wolff à se rapprocher de l'agence britannique. En parallèle de cette répartition, le rayonnement informationnel britannique est assuré en partie par son investissement dans la structuration d'agences nationales en Extrême-Orient²³ et en Océanie où est notamment créée, en 1879, la New Zealand Press Association dont les informations qui lui viennent de l'étranger proviennent exclusivement de l'agence britannique. Par ailleurs, Reuters transmet à l'agence d'information Shimbun Yotatsu Kaisha, fondée au Japon en 1886, les nouvelles en provenance de l'étranger dès l'année suivante. En 1907, une nouvelle agence japonaise, Dempo, connue sous le nom de Dentsu, distribue un service de nouvelles nationales aux journaux japonais et, en 1914, la première grande agence japonaise d'information, Kokusai, signe lors de sa fondation un contrat avec Reuters pour que cette dernière distribue des nouvelles de l'étranger à la presse japonaise et des nouvelles du Japon à l'étranger, officialisant ainsi les liens étroits qui l'unissent désormais à l'agence britannique.

- 12 Au début du XX^e siècle cependant, cette prédominance informationnelle anglophone du Royaume-Uni se voit progressivement concurrencée. La concurrence vient d'abord de l'agence américaine Associated Press. En effet, afin de s'émanciper des « agences historiques », AP développe son propre réseau de correspondants et, contrairement à Reuters ou Havas, son service photographique en renforçant de fait la couverture visuelle de l'actualité internationale. Ces nouvelles caractéristiques techniques sont autant d'atouts qui permettent à cette agence de devenir plus compétitive²⁴. Par ailleurs, les milieux commerciaux et industriels américains, qui témoignent d'un intérêt croissant pour les problèmes asiatiques, multiplient les plaintes à l'égard du service Reuters qui, selon ces mêmes milieux, reflète des tendances anti-américaines. Après la remise en question du monopole de l'agence britannique sur la distribution des nouvelles au Japon et la conclusion d'un accord entre l'Associated Press et Rengo en 1933, la fin du régime des alliances entre agences est amorcée. Une nouvelle ère d'expansion individuelle où la répartition de la clientèle est largement tributaire des efforts et possibilités de chacune des agences s'ouvre alors. Si en Extrême-Orient l'agence Havas, avec le soutien du Ministère des Affaires étrangères français, parvient à mettre en place des émissions radiotélégraphiques sur ondes courtes²⁵, l'agence Reuters réagit en diffusant un « World Service » avec deux émetteurs à ondes courtes et un puissant émetteur à ondes longues²⁶.
- 13 Par ailleurs, ce système concurrentiel de la distribution de l'information ne concerne pas exclusivement l'échelle internationale : en effet, Reuters doit faire face à une concurrence interne dans le traitement de l'actualité internationale. Certaines structures apparaissent ainsi plus attractives et rentables en matière d'investissement, à l'image du British Council, institution gouvernementale subventionnée en partie par le *Foreign and Commonwealth Office*, et de la *British Broadcasting Corporation* (BBC), société de droit public constituée par Charte royale²⁷. À cet égard, l'expérience du service

impérial de cette dernière (« BBC Empire Service »), fondé en 1932, entre en considération lors de la création du *Central Office of Information*, organisation britannique permanente pour la diffusion d'informations officielles tant au niveau national qu'à l'étranger²⁸. Leur capacité d'influence et de projection informationnelle, pérennisées après la Seconde Guerre mondiale, assure une véritable propagande factuelle qui permet non seulement d'appuyer le secteur privé de l'information mais également de suivre les machines de propagande américaines et soviétiques en plein essor. La mise en œuvre de ce système – privé, public et subventionné – pendant la Guerre froide va ainsi aider le Royaume-Uni à maintenir un prestige, une présence et une influence dans les médias mondiaux et sur la scène internationale. Ce sont donc plutôt ces institutions britanniques financées par des fonds publics comme la BBC World Service ou encore le British Council, qui jouent ce rôle de vecteur de *soft power*, conformément aux intentions et attentes gouvernementales. D'autres institutions, comme les autres services de la BBC, pionnière dans le développement technologique et culturel de la communication au XX^e siècle²⁹, le secteur de l'éducation ou les industries du divertissement, ont aussi des effets d'influence plus engagés et effectifs, bien qu'elles poursuivent leurs propres logiques indépendantes ou commerciales³⁰. En outre, l'émergence d'une presse de masse alimentée par des revenus publicitaires a permis aux structures informationnelles d'acquiescer une certaine indépendance économique, essentielle à toute émancipation politique effective³¹.

La puissance par le rayonnement : la redéfinition des intérêts britanniques au prisme des ambitions informationnelles

- 14 Si de la fin du XIX^e siècle au tournant du XX^e siècle les agences internationales se partagent le monde en s'assurant le monopole de la collecte et de la distribution des nouvelles dans leurs zones respectives, la situation évolue au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Les agences télégraphiques mondiales n'ont désormais plus de monopole informationnel ni de zone d'exclusivité et peuvent, sauf en cas de possible litige avec les législations nationales, diffuser leurs services dans le monde entier, conformément au principe de libre circulation internationale. Cependant, ce libéralisme informationnel théorique se confronte à une réalité dans laquelle de nouvelles zones de distribution s'affirment. Sensiblement influencées par un système de plus en plus concurrentiel, ces zones correspondent aux sphères d'influence politique et idéologique. Ceci est d'autant plus significatif que, alors qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale le Royaume-Uni n'a plus les moyens de ses prétentions globales, les préoccupations des gouvernements britanniques successifs à l'égard de l'Asie du Sud-Est justifient et alimentent une défense active de sa présence dans cet espace. Jugée alors importante pour la sécurité de la région, la présence britannique en Asie du Sud-Est répond non seulement à une politique stratégique sécuritaire mais également à des impératifs économiques et commerciaux, qui impliquent le contrôle des voies d'accès de l'Asie à l'Europe et aux États-Unis ainsi que celles des ressources pétrolières au Moyen-Orient³². En effet, l'empreinte britannique sur le sud-est asiatique s'inscrit dans la continuité de son empire devenu théâtre stratégique de sortie de guerre où des responsabilités diplomatiques et militaires sont partagées avec la puissance américaine dès 1943, face à la question japonaise³³.

- 15 C'est aussi la succession de guerres en Asie qui concentre les préoccupations informationnelles. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la Grande Bretagne est, comme la France, une puissance coloniale en déclin dans le sud-est asiatique. Des opérations de contre-insurrection sont menées contre des mouvements indépendantistes conduits ou soutenus par des partis communistes. Les décideurs politiques et militaires britanniques font face à la guerre menée par les Pays-Bas en Indonésie, qui a proclamé son indépendance en juillet 1945, et de façon très directe en Malaisie britannique, où l'« état d'urgence » est déclaré en 1948 et se poursuit jusqu'en 1960, après l'indépendance du pays en 1957 sous un gouvernement allié du Royaume-Uni³⁴. Le conflit et la répression en Malaisie – comme dans les autres territoires de l'empire au Kenya ou à Chypre – est aussi une guerre de l'information pour « conquérir les cœurs et les esprits »³⁵. Au Vietnam aussi, les premières unités du corps expéditionnaire français se heurtent à la guérilla Viêt-Minh³⁶. Si les accords de Genève de 1954 amorcent le désengagement français de la péninsule indochinoise, le maintien de la présence militaire britannique est permis par la négociation d'accords de défense avec la Malaisie et Singapour, respectivement indépendants à partir de 1957 et 1965³⁷.
- 16 Au-delà des préoccupations stratégiques, le Royaume-Uni s'engage dans la redéfinition des rapports diplomatiques bilatéraux dans un contexte international marqué par les tensions de la Guerre froide et par un retrait progressif de l'empire en Asie du Sud. Pour ce faire, le développement d'institutions culturelles est privilégié pour définir et soutenir l'articulation de nouvelles relations, à l'image de l'ouverture de centres du British Council en Inde³⁸ ou en Birmanie³⁹, qui est pensée comme un moyen efficace pour développer les liens diplomatiques avec des États nouvellement indépendants et encourager les échanges entre les sociétés civiles de l'ex-métropole et des ex-colonies. L'expansion du British Council intervient d'ailleurs après des années de lent développement marquées par la réticence du gouvernement britannique à s'investir dans ce domaine, perçu comme peu rentable sur le plan économique. Dans le contexte de la Guerre froide, la Royaume-Uni fait cependant le choix de tourner son action culturelle vers les colonies britanniques engagées sur la voie de l'indépendance, et dans les régions où l'influence communiste semble s'accroître. Afin de limiter l'impact de la décolonisation sur la puissance et le prestige britanniques, le choix est fait d'accompagner la création d'une zone d'influence britannique représentative de ses anciennes colonies en y proposant une aide technique et éducative⁴⁰.
- 17 Les années 1950 sont donc marquées, au Royaume-Uni, par une plus grande considération du domaine culturel dans les stratégies d'action extérieure. Le gouvernement britannique dispose d'abord, dans les années 1940 et 1950, de solides outils pour maintenir des limites informationnelles, à l'instar du « D-Notice system censorship »⁴¹, une notification pour censurer en amont de la publication toute information officielle aux conséquences préjudiciables pour la défense et la sécurité nationale. La législation sur les secrets officiels est en outre incarnée dans l'*Official Secrets Act* qui peut donner lieu, pour les publications contrevenant à ses dispositions, à des sanctions pénales. Dès octobre 1941, les principes d'indépendance de Reuters sont formalisés par la création d'un conseil de surveillance, le « Reuter Trust », pour garantir ses libertés et obligations. Véritable ligne de conduite dans un système international de circulation des nouvelles en pleine redéfinition, les « Reuters Trust Principles » mettent ainsi pleinement en lumière l'ambition mondiale de l'agence et sa stratégie de rayonnement international⁴². Mais l'agence Reuters reste étroitement liée

au gouvernement britannique et, selon l'accord Radcliffe-Chancellor de 1945, des paiements sont effectués par le gouvernement britannique à l'agence⁴³. Si à l'occasion d'un rapport destiné à la Commission royale britannique sur la presse, en janvier 1948, Reuters tient à marquer publiquement son opposition de principe à toute aide gouvernementale ainsi qu'à toute forme de discrimination dans les tarifs et les moyens de transmission sur le plan international⁴⁴, l'agence est soutenue par le Gouvernement britannique via une souscription informationnelle généreuse à destination des services officiels gouvernementaux comme les bureaux du gouvernement, les agences et ambassades⁴⁵. Par ailleurs, au même titre que l'AFP et le corps diplomatique français, le gouvernement britannique, s'il n'exerce pas une influence décisive sur l'orientation informationnelle de l'agence Reuters, peut soutenir la couverture d'événements en participant de fait au rayonnement informationnel britannique et à la renommée de l'agence. Ainsi, lors de l'écrasement du soulèvement hongrois de l'automne 1956, Ronald Farquhar, reporter de Reuters, rapporte les combats dans les rues de Budapest. Pour cela, il est autorisé à utiliser la radio diplomatique de l'ambassade britannique après que les autres moyens de communication ont été coupés, donnant à l'agence de presse un temps d'avance vis-à-vis des autres structures informationnelles ou diplomatiques⁴⁶.

- 18 Cependant, le milieu des années 1950 voit également la dissolution progressive de ce système de « retenue médiatique ». Son désagrégement est précipité par la mort de Staline – le manque de réactivité de Reuters dans sa couverture informationnelle résonnera longtemps comme une défaite⁴⁷ – le sommet de Genève et la crise de Suez de 1956⁴⁸. Ainsi, les décennies de la Guerre froide sont marquées par un renforcement de l'investissement des États-Unis, de l'Union soviétique et des principales puissances européennes dans leur communication avec le monde extérieur. La bataille des valeurs et des idées qui domine les relations internationales dans la seconde moitié du XX^e siècle se transforme alors en une compétition dans la sphère du *hard power* et complexifie le maintien d'une dissociation entre activité diplomatique conventionnelle et diplomatie publique⁴⁹.
- 19 Progressivement l'action culturelle extérieure, qui n'est pas exclusivement le fait des initiatives étatiques, apparaît comme un élément stratégique d'influence et de projection. Cet entremêlement d'acteurs, d'enjeux et de niveaux d'insertion modifie progressivement le rôle des ambassades et les formes de leur action. L'information devenant mondiale, de nouvelles relations se dessinent entre le diplomate et l'agent de presse⁵⁰. Ce dernier, au regard d'une analyse plus approfondie des rapports entretenus entre les différents corps, est un exemple particulièrement nuancé de l'évolution induite par le renforcement du rôle des médias et de l'opinion publique dans la Guerre froide, rôle que Raymond Aron définit dans *Paix et guerre entre les nations* comme la combinaison permanente de « dissuasion, de persuasion et de subversion »⁵¹. À ce titre, la Guerre froide offre au Royaume-Uni un défi de propagande de grande envergure, une « lutte pour les esprits des hommes »⁵² dans laquelle les agents de presse sont indubitablement insérés.
- 20 Dans ce contexte, plusieurs gouvernements en Asie du Sud-Est établissent avec le Royaume-Uni des programmes de développement, où le traitement et la diffusion de l'information figurent en bonne place. L'exemple du Plan de Colombo pour la coopération économique et le développement en Asie du Sud et du Sud-Est permet d'entrevoir le déploiement et la concrétisation d'ambitions informationnelles pour

l'espace régional⁵³. Regroupant 19 pays, cette organisation, née d'une conférence du Commonwealth sur les affaires étrangères réunie à Colombo en 1951 à l'initiative du Royaume-Uni, s'emploie à la répartition et à la distribution d'une aide économique et technique du Royaume-Uni et de l'Australie aux membres du Commonwealth de l'Asie du Sud et du Sud-Est dont l'Inde et la Malaisie sont les principaux bénéficiaires⁵⁴. Chaque année, un comité consultatif se réunit pour examiner les rapports d'activités des bénéficiaires et formuler ainsi des recommandations sur lesquelles les pays donateurs prennent appui pour fournir leur aide bilatérale. Si des projets de développement, dans le domaine agricole notamment, peuvent être financés par cette aide, un levier distinct du Plan permet l'assistance et la coopération dans les domaines techniques et éducatifs. Parmi les domaines d'action appréhendés par le Plan, la question informationnelle ne cesse de croître à l'aube de la décennie 1960. Dès 1957, des rédacteurs de journaux sont financés par le budget australien du Plan de Colombo pour effectuer une tournée en Australie. Par ailleurs, au sein même de l'organisation, l'Unité d'information du Plan de Colombo créée en 1953 fusionne avec le Bureau de la coopération technique en 1958⁵⁵, favorisant à la fois la discussion des questions de gestion de l'information évoquées plus haut, et des leviers d'assistance pour la diffusion de l'information. Du 9 au 12 septembre 1958, une conférence réunit ainsi les responsables nationaux de l'information des pays du Plan à Singapour pour étudier notamment le modèle des agences de presse et l'accès aux sources d'information pour différents pays bénéficiaires du Plan. À l'ordre du jour figure notamment la question du rôle des agences d'information dans leur capacité à favoriser, auprès de la population, une meilleure compréhension des enjeux nationaux et des programmes de développement⁵⁶. Une aide est fournie aux Ministères de l'information des pays membres, et une partie de leur budget est dédiée à leurs abonnements aux agences de presse⁵⁷. Ces abonnements permettent non seulement aux organismes et services étatiques de recevoir l'information des agences de presse mais aussi de diffuser leurs propres informations, qu'elles concernent l'actualité nationale ou les réactions nationales face à l'actualité internationale.

La place de Reuters dans les croisements internationaux des agences de presse au Vietnam

- 21 Les crises de la péninsule indochinoise, et plus spécifiquement la guerre du Vietnam, permettent à plusieurs égards d'observer les relations entre la presse, le pouvoir politique et le corps diplomatique. En effet, au lendemain des accords de Genève, la Grande-Bretagne espère, comme la France, maintenir un statut de puissance mondiale. Cette ambition partagée et leur adhésion commune à l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE) offrent à la France et à la Grande-Bretagne des opportunités d'interaction. Mais à la suite de leur débâcle commune dans la crise de Suez en 1956 et à leur succès éphémère en faveur de la neutralisation du Laos, la France et la Grande-Bretagne adoptent des approches différentes au Vietnam⁵⁸. Pour l'ambassadeur du Royaume-Uni auprès de la République du Vietnam Sir Hugh Stephenson, les Britanniques ont un rôle à jouer pour participer à l'apaisement des relations difficiles au sein d'un Vietnam divisé où se confrontent diverses influences extérieures⁵⁹. Au niveau de la conduite de la politique étrangère, l'arrivée de Harold Macmillan à la tête du gouvernement britannique en janvier 1957 amorce un changement de politique dans

la péninsule indochinoise. En effet, si Anthony Eden est attaché au respect des accords de Genève, le nouveau Premier ministre souhaite donner une orientation différente à la politique britannique au Vietnam. Macmillan est un fervent soutien de Ngô Đình Diệm, alors à la tête de la République du Vietnam. Pour Macmillan, Diệm, qui s'emploie à défier les derniers vestiges de l'influence française face à une montée des protestations, est le meilleur espoir pour la région. Ainsi, à la différence de Eden, Macmillan formule le souhait d'obtenir une amélioration des relations anglo-américaines et se montre prêt, en ce sens, à se rapprocher de la position américaine au Vietnam⁶⁰. Contrairement à la France, la Grande-Bretagne s'aligne donc, dans une certaine mesure, sur la politique d'engagement croissant des États-Unis⁶¹.

- 22 La signature des accords de Genève de 1954 pose aussi nécessairement la question de la redéfinition des relations bilatérales et de l'insertion des nations nouvellement souveraines sur l'échiquier mondial. Si la première guerre du Vietnam⁶², qui s'étend au Laos, concentre l'essentiel des préoccupations, la problématique du déploiement des relations extérieures – élément caractéristique de la souveraineté – s'étend au domaine informationnel.
- 23 Jusqu'alors, dans sa domination coloniale, la France avait la possibilité de maintenir un contrôle sur les relations entretenues par les agences de presse de la péninsule indochinoise avec sa propre structure informationnelle, mais la situation évolue plus rapidement avec les aspirations nationalistes et les indépendances. Au Vietnam, l'AFP continue de bénéficier, après la création de l'Agence Vietnam Press (AVP) le 15 février 1951⁶³, d'une situation privilégiée par rapport à celle des autres agences internationales présentes sur le territoire. Mais certaines agences britanniques et américaines parviennent progressivement à se faire une place dans cet espace, et ce d'autant plus que le renforcement de cette présence des professionnels de l'information est en partie souhaité par les acteurs vietnamiens pour bénéficier d'une caisse de résonance médiatique. À partir des années 1950, l'Agence France-Presse (AFP) doit ainsi faire face à une nouvelle configuration : l'agence de presse britannique Reuters⁶⁴ poursuit son développement dans des régions où autrefois Havas, dont l'AFP est en partie l'héritière, distribuait seule des nouvelles. En effet, les dirigeants de l'Agence Vietnam Press se tournent progressivement vers de nouvelles agences internationales en s'émancipant ainsi peu à peu de l'influence médiatique française et en accentuant son essoufflement. Dans la perspective d'établir des relations plus étroites avec d'autres agences de presse en Asie, le directeur général de Vietnam-Press effectue en juin 1958 une tournée en Extrême-Orient. Ce voyage lui permet notamment d'entrer en relation avec les directeurs des agences de presse japonaises Kyodo News et Jiji Press, de l'agence sud-coréenne *Orient Press* et avec les directions régionales de United Press International (UPI) et Reuters, dans l'objectif d'accroître le volume et la diffusion des nouvelles sur le Vietnam à l'usage de la presse mondiale⁶⁵. Néanmoins, en raison de la proximité des rapports que l'AFP entretient avec l'Agence Vietnam Press et du contrat d'échange d'informations par lequel elles sont liées juridiquement et commercialement, la France bénéficie d'un véritable ancrage journalistique et d'un pouvoir d'influence médiatique notable au Sud Vietnam. Chaque jour, en contrepartie d'une redevance, l'AFP transmet de Paris un service en français « spécial Indochine » de 10 000 mots que l'AVP a le droit exclusif de diffuser au Vietnam tandis que le bureau parisien de l'AVP fournit également un service quotidien de 500 mots.

- 24 La reprise progressive de la guerre au Sud Vietnam et au Laos s'accompagne d'une distanciation française croissante, et d'un éloignement à l'égard de la Grande-Bretagne sur ce théâtre. Si la France fait le choix d'un retrait progressif au cours des années 1960, la Grande-Bretagne préfère privilégier l'alliance anglo-américaine, tout en restant à l'écoute de ses propres intérêts et limites. En effet, si elle favorise les intérêts américains au sein de la Commission internationale de contrôle ou participe à une mission militaire pour le développement de programmes contre-insurrectionnels au Sud Vietnam, Londres ne salue pas l'engagement militaire américain et ne cède pas à la demande d'envoi de troupes combattantes au Vietnam au tournant de 1964-1965⁶⁶. En se positionnant, au même titre que la France, à l'encontre d'un engagement militaire au Vietnam, la puissance britannique participe, grâce en partie à sa capacité d'influence, aux filières secrètes de (pré)-négociations dites « de paix »⁶⁷, *Sunflower* notamment, qui permettent des échanges de messages entre Washington, Moscou et Hanoï. Cet article ne peut analyser en détail la part d'influence que la couverture informationnelle britannique anti-guerre a pu avoir sur la perception de l'action des gouvernements britanniques dans la guerre du Vietnam ou la mémoire qui se trouve y être rattachée⁶⁸. Mais si une certaine politique de bienveillance vis-à-vis des États-Unis est adoptée par les gouvernements britanniques des Premiers ministres Harold Wilson puis Edward Heath, la couverture britannique du conflit laisse entrevoir une volonté de dévoiler les massacres de civils. Le cas britannique permet dans cette mesure de s'interroger sur la part de subversivité d'une couverture informationnelle à l'égard de l'engagement du pays concerné dans un conflit. Par le choix de montrer quotidiennement les affrontements des belligérants américains et vietnamiens et de dévoiler les massacres de civils par les forces américaines⁶⁹, les agents et organes de presse britanniques testent « les potentialités subversives d'un média dont la subjectivité se module parfois selon l'engagement du pays concerné »⁷⁰. À l'image de l'abondante couverture internationale de la guerre du Vietnam, la presse britannique, alimentée en partie par l'agence de presse Reuters, se fait l'écho des destructions et massacres opérés dans le conflit, à l'instar de la destruction complète par les forces américaines de la ville de Ben Tre, dans le delta du Mékong, occupée jusqu'alors par le Viêt-Cong⁷¹. De la fin de la guerre du Pacifique jusqu'à la prise de Saïgon par le Viêt-Cong en 1975, la péninsule indochinoise – Laos, Cambodge et Vietnam – est un sujet permanent de couverture médiatique et Reuters affecte un grand nombre de reporters à cette tâche. En 1967, le bureau de Saïgon compte quatre correspondants basés à Londres, ainsi que plusieurs correspondants à Singapour et reporters locaux⁷². Les reportages sur le Vietnam coûtent à Reuters jusqu'à 40 000 livres sterling en 1970, une somme qui n'est pourtant pas très élevée comparativement aux agences Associated Press et UPI. Reuters obtient toutefois de solides revenus en transportant les dépêches des journaux en tant que « trafic spécial » sur sa liaison de télécommunications récemment améliorée avec Singapour⁷³. Traduisant l'émotion croissante provoquée par les événements vietnamiens dans l'opinion britannique, la presse se fait volontairement le tremplin des récits de guerre. Cet investissement pour la mise en lumière des exactions commises dans le conflit semble pouvoir être perçu comme une caractéristique de la presse britannique qui sert, à ce titre, de caisse de résonance d'amplitude mondiale pour nombre de correspondants dont les récits peuvent difficilement circuler dans leurs pays d'origine.
- 25 Dans la péninsule indochinoise pendant la guerre du Vietnam, la présence des agences de presse et de leurs agents est stratégique pour les pays de rattachement qui, par ce

biais, bénéficient d'un canal direct d'information. La question de l'indépendance informationnelle est particulièrement vive et suscite les préoccupations du corps diplomatique⁷⁴. Le 8 mai 1975, peu de temps après l'entrée des troupes communistes nord-vietnamiennes dans Saïgon, la section Cambodge, Laos et Vietnam de la direction géographique Asie-Océanie du ministère français des Affaires étrangères échange avec la rédaction en chef de l'Agence France-Presse au sujet de difficultés informationnelles. L'AFP s'empresse d'informer la direction des problèmes qu'elle rencontre concernant la réception de dépêches au départ de Saïgon. Cette difficulté est préjudiciable car elle permet aux concurrents britannique et américain, Reuters et Associated Press, d'être les seuls à pouvoir transmettre des messages, via Hanoï, exploitables à Paris⁷⁵. Dans les jours qui suivent, le correspondant du journal *Le Monde* fait parvenir ses papiers à sa rédaction via l'agence britannique Reuters⁷⁶.

- 26 Durant les années 1970, Reuters parvient à étendre considérablement sa présence en Extrême-Orient – au-delà de Singapour, la Malaisie et Hong Kong accueillent aussi de nouveaux bureaux. Gordon Hanson, responsable de l'Asie du Sud-Est, exploite le fait que les territoires coloniaux et ex-coloniaux contenaient un grand nombre de clients potentiels pour les services télégraphiques utilisés pour la transmission de l'information. Néanmoins, les considérations commerciales ne sont pas toujours suffisantes pour garantir le maintien de la présence informationnelle britannique. Durant la période de décolonisation, Reuters est actif dans de nombreuses régions du monde pour aider au lancement des agences de presse des pays à la veille ou au lendemain des indépendances, en proposant une formation et une assistance rédactionnelles et techniques. Mais dans les années 1970, ceci génère également des critiques, qui mettent en lumière la position dominante des médias britanniques, français et surtout américains et dénoncent leur prédominance sur le système mondial de l'information⁷⁷. Exposant de fait un modèle persistant de domination, de subordination et de contrôle dans les flux médiatiques mondiaux, un Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC) plus équitable est espéré. Cette contestation de l'ordre informationnel a des conséquences sur les relations de Reuters avec les autres agences. Saiji Hasegawa, président de Jiji Press, dénonçait ainsi dès la fin des années 1960 la dépendance des journalistes japonais à l'égard des sources d'information étrangères comme un « colonialisme de l'information » – qui peut être perçu comme une domination arbitraire de l'information – et refusait de s'associer à Reuters pour introduire des services économiques informatisés au Japon⁷⁸. En 1980, dans le rapport d'un comité de l'UNESCO présidé par l'ancien ministre irlandais des affaires étrangères Sean McBride, et intitulé *Many Voices, One World*, plusieurs agences occidentales, telles que Reuters, sont accusées de garder la mainmise sur la couverture de l'information. Les actualités sont ainsi façonnées par les intérêts occidentaux et seules les nouvelles négatives en provenance des pays du tiers-monde – désordre, corruption et famine – font l'objet de l'attention médiatique.
- 27 Au-delà de la problématique agencière, le statut des correspondants de presse à l'étranger est une question qui intéresse plus particulièrement le Royaume-Uni dans la perspective de défendre son influence informationnelle internationale. À cet égard, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les Britanniques et les Américains entendent contester le monopole français de la culture et son usage politique dans les relations internationales. Pour ce faire, ils favorisent le décloisonnement de l'UNESCO, jusqu'alors concentrée sur la « coopération intellectuelle », en l'amenant à s'intéresser aux multiples perspectives offertes par l'éducation, la science et la culture⁷⁹. Dans une

plus large mesure, la puissance britannique fait preuve d'une réelle préoccupation à l'égard de la sécurité des correspondants en s'investissant dans les réflexions menées sur le droit international. Du 5 au 9 juillet 1971 au Conseil de l'Europe à Strasbourg, la première session du sous-comité d'experts en matière de droits de l'homme se tient en présence notamment des experts de France et de Grande-Bretagne et, au titre d'observateurs, des représentants d'organisations internationales des professionnels de la presse. Ainsi, en vue de l'élaboration d'un accord sur la protection du statut et de la liberté des correspondants de presse à l'étranger, les différents problèmes sont inventoriés lors de discussions auxquelles des spécialistes britanniques de l'information participent activement⁸⁰. Cet investissement, qu'il soit d'ordre européen ou international, montre la participation britannique active dans les problématiques médiatiques.

Conclusion

- 28 La puissance britannique à l'étranger et l'influence des médias sont depuis longtemps intrinsèquement liées. L'hégémonie britannique en matière d'économie et la puissance de son réseau d'information se sont renforcées mutuellement tout au long du XIX^e siècle. Les guerres mondiales ont progressivement réduit la capacité du Royaume-Uni à projeter sa puissance, mais le système médiatique mondial qu'il a construit au XIX^e siècle et son expertise en matière de propagande, affinée au cours des conflits mondiaux, lui confèrent une capacité d'influence médiatique⁸¹. Après 1945, le gouvernement britannique cherche ainsi à assurer cette influence et utiliser cette expertise pour défendre ses intérêts stratégiques et ce, plus particulièrement, dans le domaine des relations culturelles internationales.
- 29 La Guerre froide en Asie du Sud-Est est le reflet des affrontements idéologiques, politiques et stratégiques qui se jouent entre les différentes puissances aux prétentions internationales. Conformément à sa prise de conscience sur l'importance de la diplomatie culturelle dans ses manœuvres de politique étrangère, le Royaume-Uni se veut particulièrement réactif dans le déploiement et le renforcement de leviers culturels. Toutefois, ces institutions officielles ou semi-officielles n'ont pas le monopole des rapports bilatéraux et ne représentent qu'une part des éléments de la projection extérieure britannique. Le domaine informationnel, en raison de son entremêlement à la diplomatie d'influence, apparaît comme une carte stratégique dans le jeu des puissances. Actrices de la vie internationale et vectrices d'influence, les agences de presse européennes doivent composer, aux XIX^e et XX^e siècles, avec les ambitions de rayonnement et parfois le positionnement diplomatique de leurs pays respectifs. Si Reuters témoigne d'une nette indépendance par rapport au gouvernement britannique, l'articulation de son histoire au prisme des crises met en exergue une relation avec le politique influencée par des ambitions d'influence et de rayonnement international. Le cas de l'agence de presse britannique illustre ainsi plus largement la recherche d'un équilibre entre la redéfinition des intérêts nationaux et la poursuite des enjeux informationnels.

BIBLIOGRAPHIE

- Aron, Raymond, *Paix et guerre entre les nations* (Paris, Calmann-Lévy, 1996, 4^e édition).
- Atwood Lawrence, Mark, *The Vietnam War: A concise international history* (Oxford, Oxford University Press, 2010).
- Badel, Laurence, *Diplomaties européennes, XIX^e - XXI^e siècle* (Paris, Presses de Sciences Po, 2021).
- Baratier-Negri, Laurence, « La relation bilatérale, un échelon de négociation réactivé dans les années 1970 : l'exemple de la relation franco-britannique », *Relations internationales* 170/2, 2017, pp. 79-90.
- Barrat, Jacques, « La géopolitique des médias » in Christine Leteinturier et Rémy Le Champion (dir.), *Médias, information et communication* (Paris, Éditions Ellipses, 2009).
- Bebawi, Saba, « The Cultural Imperative: News Production and Soft Power » in Naren Chitty (dir.), *Routledge Handbook of Soft Power* (Londres, Routledge, 2017).
- Boulanger, Philippe, *Géopolitique des médias. Acteurs, rivalités et conflits* (Paris, Armand Colin, 2014).
- Byrne, Alice, « The British Council in India, 1945-1955 : "Preserving old relationships under new forms" » in Laurent Dornel et Michael Parsons (dir.), *Fins d'empires / Ends of Empires* (Pau, Presses de l'université de Pau et des Pays de l'Adour, 2016), pp. 119-136.
- Carruthers, Susan, *Winning Hearts and Minds: British Governments, the Media and Colonial Counter-Insurgency 1944-1960* (Londres; New York, Leicester University Press, 1995).
- Carruthers, Susan, *The media and the war. Communication and conflict in the twentieth century* (New York, St. Martin's Press, 2000).
- Chaubet, François et Laurent Martin, *Histoire des relations culturelles dans le monde contemporain* (Paris, Armand Colin, 2011).
- Clarke, Michael et Helen Ramscar, *Britain's persuaders: soft power in a hard world* (New York, I.B. Tauris, 2021).
- Colonna, Catherine et Philippe Faure, « La diplomatie bousculée par les médias », *Médias Pouvoirs* 3, (1986), pp. 18-26.
- De Carvalho, Lucie, Mullen, John et Frédéric Armao, « Introduction : Regards changeants sur l'histoire de la BBC », *Revue Française de Civilisation Britannique* 26/1, 2021.
- Dickson, Renée, « La BBC, imperméable à la propagande ? De la guerre des Malouines aux guerres du Moyen-Orient », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 80/4, 2003, pp. 71-81.
- Dimitrakis, Panagiotis, *Failed alliances of the Cold War: Britain's strategy and ambitions in Asia and the Middle East* (London; New York, I.B. Tauris, 2012).
- Droz, Bernard, « 3. L'Asie » in Bernard Droz (dir.), *Histoire de la décolonisation au XX^e siècle* (Paris, Éditions du Seuil, 2006), pp. 123-172.
- Dulphy, Anne (dir.), *Les relations culturelles internationales au XX^e siècle : de la diplomatie culturelle à l'acculturation* (Bruxelles ; New York, P.I.E.-P. Lang, 2010).

- Frank, Robert (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales* (Paris, Presses Universitaires de France, 2015).
- Gillibert, Matthieu et Pauline Milani, « Introduction : Modèles et contre-modèles transnationaux de diplomaties culturelles », *Relations internationales* 169/1, 2017, pp. 3-10.
- Grosser, Pierre, *L'histoire du monde se fait en Asie. Une autre vision du XX^e siècle* (Paris, Odile Jacob, 2017).
- Hopkins, A.G., « Overseas expansion, Imperialism and Empire, 1815-1914 » in T.C.W. Blanning (dir.), *The 19th Century: Europe 1789-1984* (Oxford, Oxford University Press, 2000).
- Hammond, William, *Reporting Vietnam: media and military at war* (Lawrence, Kansas, University of Kansas Press, 1998).
- Jenks, John, *British propaganda and news media in the cold war* (Édimbourg, Edinburgh University Press, 2006).
- Jones, Matthew, *Conflict and confrontation in South East Asia, 1961-1965: Britain, the United States, and the creation of Malaysia* (Cambridge; New York, Cambridge University Press, 2002).
- Journoud, Pierre, « Diplomatie informelle et réseaux transnationaux. Une contribution française à la fin de la guerre du Vietnam », *Relations internationales* 138/2, 2009, pp. 93-109.
- Journoud, Pierre, « De la naissance de l'OTASE à l'accord de paix sur le Cambodge : la France, la Grande-Bretagne et la sécurité en Asie du Sud-Est pendant la Guerre froide », *Relations internationales* 168/4, 2016, pp. 29-46.
- La Serre, Françoise (dir.), *Les politiques étrangères de la France et de la Grande-Bretagne depuis 1945 : l'inévitable ajustement* (Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques & Berg, 1990).
- Laville, Camille, « L'Agence France-Presse : une entreprise, des journalistes » in Camille Laville (dir.), *Les transformations du journalisme de 1945 à 2010. Le cas des correspondants étrangers de l'AFP* (Bruxelles, De Boeck, 2010), pp. 11-51.
- Leffler, Melvyn P. et Odd Arne Westad, *The Cambridge History of the Cold War* (Cambridge, Cambridge University Press, 2010).
- Lowe, David, « The Colombo Plan and "Soft Regionalism" in the Asia-Pacific: Australian and New Zealand Cultural Diplomacy in the 1950s and 1960 » in Robert Frank, Kumiko Haba et Hiroshi Momose (dir.), *The End of the Cold War and the Regional Integration in Europe and Asia* (Tokyo, Aoyama Gakuin University, 2010), pp. 389-419.
- Lowe, David, « Journalists and the Stirring of Australian Public Diplomacy: The Colombo Plan Towards the 1960s », *Journal of Contemporary History* 48/1, 2013, pp. 175-90.
- Lowe, Peter, *Contending with nationalism and communism: British policy towards South-East Asia, 1945-65* (New York, Palgrave Macmillan, 2009).
- Mathien, Michel et Catherine Conso, *Les agences de presse internationales* (Paris, Presses universitaires de France, 1997).
- Mattelart, Tristan, *Le Nouvel ordre mondial de la communication* (Paris, Presses universitaires de France, 2022), pp. 75-76.
- Melissen, Jan, *The New Public Diplomacy: Soft Power in International Relations* (Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2005).

Monarque, Cathy, *Les modalités de la couverture médiatique française de la Guerre du Vietnam, de 1965 à 1973 : Entre journalisme et diplomatie* (Mémoire de Master 1, Université Paul-Valéry Montpellier 3, 2020).

Monarque, Cathy, *Indépendance, souveraineté et rayonnement : l'Agence France-Presse, un rouage de la machine diplomatique française au Laos, Cambodge et Vietnam ? 1958-1968* (Mémoire de Master 2, Université Paul-Valéry Montpellier 3, 2021).

Monger, David, « The Press Bureau, 'D' Notices, and Official Control of the British Press's Record of the First World War », *The Historical Journal* 65/2, 2021, pp. 1-26.

Nye, Joseph, *Soft power: the means to success in world politics* (New York, Public Affairs, 2004).

Okret-Manville, Christine, « La politique étrangère culturelle, outil de la démocratie, du fascisme et du communisme. L'exemple du British Council, 1934-1953 », *Relations internationales* 115/3, 2003.

Palmer, Michael, « L'information agencée, fin de siècle. Visions du monde et discours en fragments », *Réseaux* 14/75, 1996, pp. 87-110.

Palmer, Michael, « L'internationale agencière : la couverture de l'international d'après les archives d'AFP, d'AP, de Thomson-Reuters », *Le temps des médias* 20, 2013, pp. 108-124.

Pigeat, Henri, « Reuters et l'agence France-Presse : Deux stratégies », *Commentaire* 72/4, 1995.

Pigeat, Henri et Pierre Lesourd, *Les agences de presse : face à la révolution numérique des médias* (Paris, La Documentation française, 2013).

Portes, Jacques, *Les Américains et la guerre du Vietnam* (Bruxelles, Éditions Complexe, 1999).

Potter, Simon J., *News and the British world, the emergence of an imperial press system*, (Oxford, Oxford University Press, 2003).

Richer, Philippe (dir.), *Crises en Asie du Sud-Est* (Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1999).

Read, Donald, *The power of news: the history of Reuters, 1849-1989* (Oxford, Oxford University Press, 1992).

Remme, Tilman, *Britain and regional cooperation in South-East Asia, 1945-49* (Londres, LSE/Routledge, 1995).

Sanderson, Claire, « La Grande-Bretagne et l'Asie du Sud-Est depuis 1945 : réalités, réajustements, retrait » in Pierre Journoud (dir.), *L'évolution du débat stratégique en Asie du Sud-Est depuis 1945* (Paris, Études de l'IRSEM n° 14), 2012, pp. 53-68.

Simony, Lauriane, *Le British Council en Birmanie entre 1946 et 1967 : diplomatie culturelle et stratégies d'influence après l'indépendance* (thèse de doctorat, Université Sorbonne Nouvelle, 2020).

Sur, Serge, « Vers un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication. », *Annuaire français de droit international* 27, 1981, pp. 45-64.

Taylor, Philip M., *The projection of Britain: British overseas publicity and propaganda, 1919-1939* (Cambridge, Cambridge University Press, 1981).

Taylor, Philip M., « Puissance, Propagande et Opinion Publique : Les Services d'information Britanniques et La Guerre Froide, 1945-1947 », *Relations Internationales* 55, 1988, pp. 377-94.

Thomas, Martin, Moore, Bob et Larry Butler, *Crises of Empire, Decolonization and Europe's Imperial States* (Londres, Bloomsbury Publishing, 2015).

Tudesq, André Jean (dir.), *Les médias acteurs de la vie internationale* (Rennes, Apogée, 1997).

UNESCO, *Les Agences télégraphiques d'information* (Paris, 1953).

Vickers, Rhiannon, « Harold Wilson, the British Labour Party, and the War in Vietnam », *Journal of Cold War Studies* 10/2, 2008, pp. 41-70.

Wolff, Jacques, « Structure, fonctionnement et évolution du marché international des nouvelles. Les agences de presse de 1835 à 1934 », *Revue économique* 42/3, 1991, pp. 575-601.

Young, John, « The Wilson Government and the Davies Peace Mission to North Vietnam, July 1965 », *Review of International Studies* 24/4, 1998, pp. 545-62.

Young, John, « British Governments and the Vietnam War » in Christopher Goscha et Maurice Vaisse (dir.), *La guerre du Vietnam et l'Europe, 1963-1973* (Bruxelles, Bruylant, 2003), pp. 121-122.

NOTES

1. Laurence Badel, *Diplomaties européennes, XIXe - XXe siècle* (Paris, Presses de Sciences Po, 2021), p. 17.
2. Matthieu Gillibert et Pauline Milani, « Introduction : Modèles et contre-modèles transnationaux de diplomaties culturelles », *Relations internationales* 169/1, 2017, pp. 3-10.
3. Laurence Badel, « Chapitre 6. Diplomatie culturelle, diplomatie publique : une affaire nationale ? » in *Diplomaties européennes*, pp. 197-234.
4. Joseph Nye, *Soft power: the means to success in world politics* (New York, Public Affairs, 2004).
5. Robert Frank, « Chapitre 16. Culture et relations internationales : les diplomaties culturelles » in Robert Frank (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales* (Presses Universitaires de France, Paris, 2015).
6. Saba Bebawi, « The Cultural Imperative: News Production and Soft Power » in Naren Chitty (dir.), *Routledge Handbook of Soft Power* (Londres, Routledge, 2017).
7. Philippe Boulanger, *Géopolitique des médias. Acteurs, rivalités et conflits* (Paris, Armand Colin, 2014); Jacques Barrat, « La géopolitique des médias » in Christine Leteinturier et Rémy Le Champion (dir.), *Médias, information et communication* (Paris, Éditions Ellipses, 2009).
8. UNESCO, *Les Agences télégraphiques d'information* (Paris, 1953).
9. Henri Pigeat et Pierre Lesourd, *Les agences de presse : face à la révolution numérique des médias* (Paris, La Documentation française, 2013).
10. Michael Palmer, « L'information agencée, fin de siècle. Visions du monde et discours en fragments », *Réseaux* 14/75, 1996, pp. 87-110.
11. Badel, « Chapitre 6. Diplomatie culturelle ».
12. Pigeat et Lesourd, *Les agences de presse*.
13. A.G. Hopkins, « Overseas expansion, Imperialism and Empire, 1815-1914 » in T.C.W. Blanning (dir.), *The 19th Century: Europe 1789-1984* (Oxford, Oxford University Press, 2000).
14. Robert Frank, « Chapitre 19. Culture et relations internationales : transferts culturels et circulation transnationale » in Frank (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, pp. 464-465.
15. Henri Pigeat, « Reuters et l'agence France-Presse : Deux stratégies », *Commentaire* 72/4, 1995, p. 753.
16. Pigeat et Lesourd, *Les agences de presse*.
17. Donald Read, *The power of news: the history of Reuters, 1849-1989* (Oxford; New York, Oxford University Press, 1992), pp. 82-88.
18. *Ibid.*, p. 82.

19. Camille Laville, « L'Agence France-Presse : une entreprise, des journalistes » in Camille Laville (dir.), *Les transformations du journalisme de 1945 à 2010. Le cas des correspondants étrangers de l'AFP* (Bruxelles, De Boeck, 2010), pp. 11-51.
20. Dès 1856, il semble que Reuters passe son premier accord commercial avec l'agence Havas. Le premier accord tripartite est, pour sa part, enregistré le 18 juillet 1859 à l'issue de discussions à Paris entre Reuters, Auguste Havas et Wolff au moment même où le service politique et le service d'information générale de l'agence britannique commencent à se déployer.
21. Jacques Wolff, « Structure, fonctionnement et évolution du marché international des nouvelles. Les agences de presse de 1835 à 1934 », *Revue économique* 42/3, 1991, pp. 575-601.
22. Read, *The power of news*, pp. 45-57.
23. UNESCO, *Les Agences télégraphiques d'information*, pp. 15-16.
24. Michael Palmer, « L'internationale agencière : la couverture de l'international d'après les archives d'AFP, d'AP, de Thomson-Reuters », *Le temps des médias* 20, 2013, pp. 108-124.
25. Ce dispositif lui permet de diffuser son service d'informations à longue distance au moyen d'émetteurs de relativement faible puissance et de réduire de fait les frais de transmission.
26. UNESCO, *Les Agences télégraphiques d'information*, p. 23.
27. Sur la BBC, voir Lucie De Carvalho, John Mullen et Frédéric Armao (eds.), « The BBC and Public Service Broadcasting in the Twentieth Century » *Revue Française de Civilisation Britannique* 26/1, 2021.
28. Simon Potter, *Broadcasting Empire. The BBC and the British World, 1922-1970* (Oxford, Oxford University Press, 2012) ; Philip M. Taylor, « Puissance, Propagande et Opinion Publique : Les Services d'information Britanniques et La Guerre Froide, 1945-1947 », *Relations Internationales* 55, 1988, pp. 377-94.
29. Lucie De Carvalho, John Mullen et Frédéric Armao, « Introduction : Regards changeants sur l'histoire de la BBC », *Revue Française de Civilisation Britannique* 26/1, 2021.
30. Michael Clarke et Helen Ramscar, *Britain's persuaders: soft power in a hard world* (New York, I.B. Tauris, 2021), pp. 1-8.
31. John Jenks, *British Propaganda and News Media in the Cold War* (Édimbourg, Edinburgh University Press, 2006), p. 4.
32. Claire Sanderson, « La Grande-Bretagne et l'Asie du Sud-Est depuis 1945 : réalités, réajustements, retrait » in Pierre Journoud (dir.), *L'évolution du débat stratégique en Asie du Sud-Est depuis 1945* (Paris, Études de l'IRSEM, n° 14), 2012, pp. 53-68.
33. Pierre Grosser, *L'histoire du monde se fait en Asie. Une autre vision du XX^e siècle* (Paris, Odile Jacob, 2017), pp. 217-256.
34. Martin Thomas, Bob Moore et Larry Butler, *Crises of Empire, Decolonization and Europe's Imperial States* (Londres, Bloomsbury Publishing, 2015).
35. Susan Carruthers, *The media and the war. Communication and conflict in the twentieth century* (New York, St. Martin's Press, 2000); Susan Carruthers, *Winning Hearts and Minds: British Governments, the Media and Colonial Counter-Insurgency 1944-1960* (Londres et New York, Leicester University Press, 1995).
36. Bernard Droz, « 3. L'Asie » in Bernard Droz (dir.), *Histoire de la décolonisation au XX^e siècle* (Paris, Éditions du Seuil, 2006), pp. 123-172.
37. Read, *The power of news*, pp. 326-329.
38. Alice Byrne, « The British Council in India, 1945-1955: "Preserving old relationships under new forms" » in Laurent Dornel et Michael Parsons (dir.), *Fins d'empires / Ends of Empires* (Pau, Presses de l'université de Pau et des Pays de l'Adour, 2016), pp. 119-136.
39. Lauriane Simony, *Le British Council en Birmanie entre 1946 et 1967 : diplomatie culturelle et stratégies d'influence après l'indépendance* (thèse de doctorat, Université Sorbonne Nouvelle, 2020).

40. Christine Okret-Manville, « La politique étrangère culturelle, outil de la démocratie, du fascisme et du communisme. L'exemple du British Council, 1934-1953 », *Relations internationales* 115/3, 2003, p. 399.
41. David Monger, « The Press Bureau, 'D' Notices, and Official Control of the British Press's Record of the First World War », *The Historical Journal* 65/2, 2021, pp. 1-26.
42. Read, *The power of news*, pp. 326-329.
43. *Ibid.*
44. UNESCO, *Les Agences télégraphiques d'information*, p. 58.
45. Read, *The power of news*, pp. 326-329.
46. *Ibid.*, p. 393.
47. *Ibid.*, p. 374.
48. Jenks, *British Propaganda*, p. 4.
49. Jan Melissen, *The New Public Diplomacy: Soft Power in International Relations* (Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2005), pp. 3-27.
50. Catherine Colonna et Philippe Faure, « La diplomatie bousculée par les médias », *Médias Pouvoirs* 3, juin 1986, pp. 18-26.
51. Raymond Aron, *Paix et guerre entre les nations* (Paris, Calmann-Lévy, 1996, 4^e édition).
52. Taylor, « Puissance, Propagande et Opinion Publique », pp. 377-94.
53. Sur le Plan de Colombo, voir l'article d'Erika Rappaport dans ce numéro.
54. Pierre Journoud, « De la naissance de l'OTASE à l'accord de paix sur le Cambodge : la France, la Grande-Bretagne et la sécurité en Asie du Sud-Est pendant la Guerre froide », *Relations internationales* 168/4, 2016, pp. 29-46.
55. David Lowe, « Journalists and the Stirring of Australian Public Diplomacy: The Colombo Plan Towards the 1960s », *Journal of Contemporary History* 48/1, 2013, pp. 175-90.
56. « Colombo Plan for Cooperative Economic Development in South and Southeast Asia », *International Organization* 13/2, 1959, pp. 352-55.
57. David Lowe, « The Colombo Plan and "Soft Regionalism" in the Asia-Pacific: Australian and New Zealand Cultural Diplomacy in the 1950s and 1960 » in Robert Frank, Kumiko Haba et Hiroshi Momose (dir.), *The End of the Cold War and the Regional Integration in Europe and Asia* (Tokyo, Aoyama Gakuin University, 2010), pp. 389-419.
58. Read, Donald. *The power of news: the history of Reuters, 1849-1989*. Oxford; New York: Oxford University Press, 1992, pp. 326-329.
59. Peter Lowe, *Contending with nationalism and communism: British policy towards South-East Asia, 1945-65*, (Basingstoke et New York, Palgrave Macmillan, 2009), p. 128.
60. *Ibid.*
61. Des travaux historiques tendent actuellement à réévaluer les rapports franco-britanniques pour la fin des années 1970 avec davantage de nuances, notamment vis-à-vis de leurs rencontres et initiatives sur l'Asie du Sud-Est. Voir Laurence Baratier-Negri, « La relation bilatérale, un échelon de négociation réactivé dans les années 1970 : l'exemple de la relation franco-britannique », *Relations internationales* 170/2, 2017, pp. 79-90.
62. Mark Atwood Lawrence, *The Vietnam War: A concise international history* (Oxford, Oxford University Press, 2010).
63. Agence de presse sud-vietnamienne, l'AVP est financée en partie par les services informationnels qu'elle propose, notamment par la clientèle que lui cède l'AFP. Des reporters français de l'AFP, tel que Denis Daynard, deviennent conseillers techniques de l'AVP. L'AFP fournit ainsi une assistance technique à l'agence sud-vietnamienne, ce qui lui permet de nouer des relations avec d'autres agences de presse de la région telles que Lao-Press ou encore l'Agence khmère de presse. Néanmoins, en raison de l'instabilité politique, les relations entre l'AFP et l'AVP se dégradent à l'aube de la décennie 1960. Sur ces questions, voir Cathy Monarque, *Indépendance, souveraineté et rayonnement : l'Agence France-Presse, un rouage de la « machine*

diplomatie » française au Laos, Cambodge et Vietnam ? 1958-1968 (Mémoire de Master 2, Université Paul-Valéry Montpellier 3, 2021), pp. 88-91.

64. De sa création à 1985, l'agence Reuters porte le nom de son fondateur, Paul Julius Reuter, sans « s » final. Dans le cadre de cet article, nous allons privilégier l'orthographe du nom de l'agence avec un « s », « Reuters ».

65. Archives du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (AMEAE) (La Courneuve), série Asie-Océanie CLV Sud-Vietnam, sous-série Presse-radio-TV, dossier n° 1, dépêche n° 1189/IP, signée Jean Payart Ambassadeur de France au Vietnam, le 12 août 1958.

66. Journoud, « De la naissance de l'OTASE », p. 37; Rhiannon Vickers, « Harold Wilson, the British Labour Party, and the War in Vietnam », *Journal of Cold War Studies* 10/2, 2008, pp. 41-70.

67. Baptisée *Sunflower*, cette filière vise à mobiliser plusieurs contacts pour ouvrir des négociations, dont notamment un contact par l'intermédiaire du britannique Harold Wilson et du soviétique Alexis Kossyguine. Voir Pierre Journoud, « Diplomatie informelle et réseaux transnationaux. Une contribution française à la fin de la guerre du Vietnam », *Relations internationales* 138/2, 2009, pp. 93-109; John Young, « British Governments and the Vietnam War » in Christopher Goscha et Maurice Vaïsse (dir.), *La guerre du Vietnam et l'Europe, 1963-1973* (Bruxelles, Bruylant, 2003), pp. 121-122; John Young, « The Wilson Government and the Davies Peace Mission to North Vietnam, July 1965 », *Review of International Studies* 24/4, 1998, pp. 545-62.

68. A l'image des travaux de Jacques Portes ou de William Hammond, des archives diplomatiques du pays concerné et une analyse de la presse seraient nécessaires pour réaliser une étude scientifiquement solide et approfondie de cette problématique. Voir Jacques Portes, *Les Américains et la guerre du Vietnam* (Bruxelles, Éditions Complexe, 1999); William Hammond, *Reporting Vietnam : media and military at war* (Lawrence, Kansas, University of Kansas Press, 1998).

69. AMEAE, série Asie-Océanie, sous-série Sud-Vietnam 1965-1976, carton n° 217, dossier « Presse et le Vietnam », dépêche n° 758/760, signée Geoffroy Chodron de Courcel (Ambassadeur de France au Royaume-Uni), le 8 février 1968 à Londres.

70. Renée Dickason, « La BBC, imperméable à la propagande ? De la guerre des Malouines aux guerres du Moyen-Orient », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 80/4, 2003, pp. 71-81.

71. AMEAE, série Asie-Océanie, sous-série Sud-Vietnam 1965-1976, carton n° 217, dossier « Presse et le Vietnam », dépêche n° 758/760, signée Geoffroy Chodron de Courcel (Ambassadeur de France au Royaume-Uni), le 8 février 1968 à Londres.

72. Read, *The power of news*, pp. 382-383.

73. *Ibid.*

74. Cathy Monarque, *Les modalités de la couverture médiatique française de la Guerre du Vietnam, de 1965 à 1973 : Entre journalisme et diplomatie* (Mémoire de Master 1, Université Paul-Valéry Montpellier 3, 2020); Monarque, *Indépendance, souveraineté et rayonnement*.

75. AMEAE, série Sud-Vietnam 1965-1976, volume 207, sous-série Presse, télégramme urgent n° 444, signé René Doise, le 8 mai 1975 à Paris.

76. AMEAE, série Asie-Océanie Sud-Vietnam 1965-1976, volume 207, sous-série Presse, télégramme n° 1247/AI, signé Jean-Marie Merillon Ambassadeur de France à Saïgon, le 16 mai 1975.

77. Serge Sur, « Vers un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication. », *Annuaire français de droit international* 27, 1981, pp. 45-64; Tristan Mattelart, *Le Nouvel ordre mondial de la communication* (Paris, Presses universitaires de France, 2022), pp. 75-76.

78. Read, *The power of news*, pp. 324-325.

79. Frank, « Chapitre 16. Culture et relations internationales ».

80. AMEAE, série Asie-Océanie sous-série Sud-Vietnam 1965-1976, carton n° 217 « Presse et le Vietnam », dépêche et bordereau d'envoi n° 362-11, signé Pierre Somveille (directeur du Cabinet du Ministre de l'Intérieur), adressé au Ministre des Affaires étrangères, le 22 juillet 1971.

81. Philippe Boulanger, « Chapitre 7 - Médias, diplomatie et rivalités d'influence » in Boulanger (dir.), *Géopolitique des médias*, pp. 185-224.

RÉSUMÉS

Le réinvestissement de l'Asie du Sud-Est au tournant du XXI^e siècle est un enjeu dont le Royaume-Uni n'a pas manqué de s'emparer pour maintenir son positionnement sur l'échiquier mondial. Qu'ils soient stratégiques, diplomatiques ou économiques, les objectifs britanniques sont intrinsèquement liés à la quête d'influence et de rayonnement poursuivie dans cet espace régional dès la veille des indépendances. Vectrice et actrice des relations culturelles internationales, l'information est un levier d'influence sur lequel les agences de presse s'appuient pour participer à la circulation des représentations, à l'image de Reuters, et à la projection culturelle britannique.

The reinvestment of Southeast Asia at the turn of the 21st century is an issue that the United Kingdom has not failed to address in order to maintain its position on the world stage. Whether strategic, diplomatic or economic, British objectives have intrinsically been linked to a quest for influence in this region since the eve of independence. As a channel for and actor of international cultural relations, information is a lever of influence on which press agencies, such as Reuters, rely to participate in the circulation of representations and in the cultural projection of Britain.

INDEX

Mots-clés : diplomatie, agence de presse, influence, projection, Asie du Sud-Est

Keywords : diplomacy, press agency, power, influence, South-East Asia

AUTEUR

CATHY MONARQUE

Cathy Monarque est doctorante en histoire contemporaine sous la direction du Pr. Pierre Journoud au sein du Centre de Recherche Interdisciplinaire en Sciences Humaines et Sociales (CRISES) de l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 (UPVM3). Ses travaux se situent au carrefour des relations culturelles internationales, de l'histoire de la diplomatie française contemporaine et des études sud-est-asiatiques. Chargée de travaux dirigés en histoire des relations internationales et science politique à l'UPVM3, elle coorganise depuis 2022 le séminaire de recherche en histoire diplomatique et contemporaine intitulé « Vu du Quai ».